La Belgique arrêtera son aide directe en cas de 3e mandat de Nkurunziza

@rib News, 21/05/2015 – Source AFP La Belgique arrêtera son aide directe au Burundi en cas de troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, averti jeudi le gouvernement belge, alors que les manifestations ont repris de plus belle à Bujumbura malgré la riposte musclée des policiers. "La Belgique exprime l'espoir que le président Nkurunziza renoncera à un troisième mandat", indique le ministre belge des Affaires étrangères dans un communiqué publié après le conseil des ministres jeudi.

"Un troisième mandat présidentiel entacherait au plus haut niveau la légitimité de l'exécutif burundais et placerait le gouvernement belge dans l'impossibilité (...) de conclure un programme de coopération bilatérale classique", ajoute le texte. Le gouvernement belge a décidé de poursuivre le partenariat avec le Burundi, la Belgique entendant rester solidaire de la population burundaise, a précisé le ministre. Mais le gouvernement belge prévient : "En cas de violation persistante des accords d'Arusha, notre pays ne conclura pas d'accord de coopération bilatérale classique avec le gouvernement burundais". Signés en 2000, les accords de paix d'Arusha avaient ouvert la voie à la fin de la longue guerre civile burundaise (1993-2006). Pour ses opposants, un troisième mandat de Pierre Nkurunziza serait contraire à ces accords de réconciliation nationale. "La Belgique serait alors amenée à chercher d'autres formes de coopération, dans le double objectif d'améliorer le sort de la population et de renforcer les forces démocratiques", explique le gouvernement, sans préciser par quelles voies cette aide pourrait transiter. La Belgique est le premier bailleur bilatéral du Burundi et le troisième au total, après la Banque mondiale et l'Union européenne. En 2013, les dépenses belges totales d'APD (aide publique au développement) à son ancienne colonie se sont élevées à 47,4 millions d'euros, dont 34,4 millions affectés à la coopération gouvernementale. La Belgique avait déjà décidé le 11 mai de suspendre son soutien au processus électoral au Burundi et interrompu sa coopération policière avec Bujumbura. Plus d'une vingtaine de personnes ont été tuées depuis le début, fin avril, des manifestations contre une candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat à l'élection présidentielle du 26 juin. Le pays est plongé depuis lors dans une grave crise politique, avec un coup d'Etat manqué la semaine dernière et des élections générales censées débuter le 5 juin. Elles ont déjà été reportées d'une semaine sous la pression internationale.